

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 mars 2013

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative au suivi et au respect
de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité
et la coopération pour la République
démocratique du Congo et la région
des Grands Lacs**

(déposée par M. Peter Luykx et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 maart 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de opvolging en de naleving van
het Kaderakkoord voor de vrede, de veiligheid
en de samenwerking voor de Democratische
Republiek Congo en de regio
van de Grote Meren**

(ingediend door de heer Peter Luykx c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail : publications@lachambre.be		e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

C'est l'an dernier que le mouvement de rébellion M-23 ou Mouvement du 23 mars a vu le jour dans l'Est du Congo. Le nom M-23 renvoyait à l'accord de paix du 23 mars 2009, conclu entre l'ex-mouvement rebelle du CNDP (*Congrès National pour la Défense du Peuple*) et le gouvernement de la République démocratique du Congo. Cet accord de paix n'a été possible que grâce au rapprochement diplomatique entre le président congolais Joseph Kabila, d'une part, et le président rwandais Paul Kagame, d'autre part.

L'une des conséquences directes du rapprochement entre la RDC et le Rwanda a été l'assignation à résidence du dirigeant du CNDP, le général Laurent Nkunda. Un autre chef rebelle, Bosco Ntaganda, qui a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, a repris ses fonctions à la tête du CNDP.

Le CNDP est devenu au fil du temps un allié militaire et politique important du camp Kabila, étant donné que le pouvoir de Kinshasa ne s'étendait pas jusqu'aux provinces orientales du Kivu. Des factions du CNDP ont été intégrées dans l'armée congolaise, les FARDC (*Forces Armées de la République Démocratique du Congo*) ou plutôt, elles ont été achetées. La loyauté de ces militaires à l'armée congolaise était très douteuse et au sein même de l'armée, les anciens rebelles obéissaient à leur propre structure de commandement parallèle.

C'est en tant que membre de la majorité présidentielle que le CNDP a, en 2011, mené campagne en vue de la réélection de Kabila. Les observateurs internationaux de l'Union européenne et le *Carter Center* ont critiqué les élections présidentielles de novembre 2011. Dans notre pays également, de nombreuses voix se sont élevées pour manifester leurs préoccupations quant au déroulement des opérations avant, pendant et surtout après le scrutin.

Sous la pression de l'Union européenne et des États-Unis, le régime de Kabila a poussé au démantèlement du CNDP et à l'arrestation de Ntaganda. Mécontents de cette évolution, les militaires du CNDP ont quitté l'armée congolaise et ont créé un nouveau mouvement de rébellion, le M-23.

Selon un rapport des Nations unies, le M-23 a bénéficié du soutien actif des voisins du Congo que sont le Rwanda et l'Ouganda. En novembre 2012, la capitale du Nord Kivu, Goma, est tombée aux mains du M-23. Le Comité des sanctions du Conseil de sécurité des

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Vorig jaar ontstond in Oost-Congo de rebellenbeweging M-23 of de Beweging van 23 maart. De naam van M-23 verwees naar het vredesakkoord van 23 maart 2009, dat werd gesloten tussen de ex-rebellenbeweging CNDP (*Congrès National pour la Défense du Peuple*) en de regering van de Democratische Republiek Congo. Dit vredesakkoord was alleen mogelijk door de diplomatieke toenadering tussen de Congolese president Joseph Kabila enerzijds, en de Rwandese president Paul Kagame anderzijds.

Eén van de directe gevolgen van de toenadering tussen de DRC en Rwanda was het onder huisarrest plaatsen van de CNDP-leider, generaal Laurent Nkunda. Een andere rebellenleider, Bosco Ntaganda, tegen wie een internationaal aanhoudingsbevel werd afgekondigd, nam zijn taken over aan het hoofd van het CNDP.

Gaandeweg werd het CNDP een belangrijke militaire en politieke bondgenoot van het Kabila-kamp, aangezien de macht van Kinshasa niet reikte tot in de oostelijke Kivu-provincies. Facties van het CNDP werden in het Congolese leger, de FARDC (*Forces Armées de la République Démocratique du Congo*), geïntegreerd, of beter, afgekocht. De loyaliteit van deze militairen aan het Congolese leger was zeer twijfelachtig en in het leger zelf gehoorzaamden de voormalige rebellen aan hun eigen parallelle commandostructuur.

Als lid van de presidentiële meerderheid voerde het CNDP in 2011 campagne met het oog op de herverkiezing van Kabila. De presidentiële verkiezingen van november 2011 werden bekritiseerd door internationale waarnemers van de Europese Unie en het Carter Center. Ook uit ons land kwamen heel wat bezorgdheden naar boven over het verloop voor, tijdens en vooral na de stembusslag.

Onder druk van de Europese Unie en de Verenigde Staten stuurde het regime van Kabila aan op de ontmanteling van de CNDP en de arrestatie van Ntaganda. Uit ongenoegen met deze gang van zaken verlieten CNDP-militairen het Congolese leger, en richtten een nieuwe rebellenbeweging op, de M-23.

M-23 werd, volgens een rapport van de Verenigde Naties, actief gesteund door de Congolese buurlanden Rwanda en Oeganda. In november 2012 viel de hoofdstad van Noord-Kivu, Goma, in handen van M-23. Het sanctiecomité van de VN-Veiligheidsraad reageerde

Nations unies a réagi en plaçant les dirigeants de ce mouvement sur la liste de sanctions, notamment Sultani Makenga, le chef militaire du M-23 et Jean-Marie Runiga, le chef politique du M-23. Le gouvernement fédéral a également suspendu sa coopération militaire avec le Rwanda, imitant en cela des démarches similaires des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des États-Unis. Sous la pression diplomatique, le M-23 s'est retiré partiellement de Goma, ce qui a ouvert la voie à des entretiens entre Kinshasa et le mouvement de rébellion.

Le 24 février 2013, onze pays africains ont conclu à Addis-Abeba un accord-cadre qui doit ouvrir la voie à une paix durable dans la région des Grands Lacs. Parmi les parties signataires se trouvent les protagonistes: la RDC, le Rwanda et l'Ouganda. La République centrafricaine, l'Angola, le Burundi, la République du Congo (Congo Brazzaville), l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud, la Zambie et la Tanzanie ont également signé cet accord-cadre. Quatre organisations internationales ont fait office d'observateurs: les Nations unies, l'Union africaine, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL).

L'accord d'Addis-Abeba vise à remédier aux causes sous-jacentes du conflit incessant dans l'Est du Congo et dans la région, par le biais des engagements suivants:

1. le gouvernement de la République démocratique du Congo doit s'efforcer d'édifier l'appareil d'État, de réformer l'armée congolaise (FARDC), de garantir la sécurité des populations de l'Est et s'atteler à la décentralisation administrative et au développement économique;

2. les pays de la région (dont, en premier lieu, le Rwanda et l'Ouganda) s'engagent à ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de la RDC en soutenant les groupes rebelles armés et en hébergeant des personnes qui ont commis des crimes internationaux ou qui sont sous le régime de sanctions des Nations unies;

3. la communauté internationale doit renouveler son engagement, évaluer le mandat de la MONUSCO et désigner un envoyé spécial des Nations unies.

Nous appelons le gouvernement fédéral, dans le cadre de sa politique bilatérale et européenne/multilatérale, à soutenir explicitement l'accord d'Addis-Abeba et à le promouvoir auprès des autorités de la République démocratique du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda, par le biais des procédures diplomatiques habituelles.

door kopstukken van de beweging op de sanctielijst te plaatsen, waaronder Sultani Makenga, de militaire leider van M-23 en Jean-Marie Runiga (de politieke leider van M-23). De federale regering schortte ook de militaire samenwerking met Rwanda op, in navolging van gelijkaardige demarches van Nederland, het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten. Onder diplomatieke druk trok M-23 zich gedeeltelijk terug uit Goma, wat ook de weg opende voor gesprekken tussen Kinshasa en de rebellenbeweging.

Op 24 februari 2013 sloten elf Afrikaanse landen een kaderakkoord in Addis Abeba dat de weg moet vrijmaken voor een duurzame vrede in de regio van de Grote Meren. Onder de tekenende partijen bevinden zich de protagonisten de DRC, Rwanda en Oeganda. Daarnaast tekenden ook de Centraal-Afrikaanse Republiek, Angola, Burundi, de Republiek Congo (Congo Brazzaville), Zuid-Afrika, Zuid-Soedan, Zambia en Tanzania het kaderakkoord. Vier internationale organisaties treden op als waarnemers: de Verenigde Naties, de Afrikaanse Unie, de Zuidelijk-Afrikaanse Ontwikkelingsgemeenschap (SADC) en de Internationale Conferentie voor de regio van de Grote Meren (CIRGL).

Het akkoord van Addis Abeba wenst de onderliggende oorzaken van het voortdurende conflict in Oost-Congo en de regio aan te pakken door middel van de volgende verbintenissen:

1. de regering van de Democratische Republiek Congo moet werk maken van de opbouw van het overheidsapparaat, van de hervorming van het Congolese leger (FARDC), van veiligheid voor de inwoners in het oosten en inzetten op bestuurlijke decentralisering en economische ontwikkeling;

2. de landen van de regio (met in de eerste plaats Rwanda en Oeganda) verbinden zich ertoe niet langer te interveniëren in de binnenlandse aangelegenheden van de DRC door het steunen van gewapende rebellengroepen en het herbergen van personen die internationale misdaden hebben begaan of onder de sanctiemaatregelen vallen van de VN;

3. de internationale gemeenschap moet zijn engagement hernieuwen, het mandaat van de MONUSCO evalueren en een speciale VN-gezant aanduiden.

De indieners van deze resolutie roepen de federale regering, in het kader van zijn bilateraal en Europees/multilateraal beleid, op om expliciet het kaderakkoord van Addis Abeba te steunen en dit ook te bepleiten bij de overheid van de Democratische Republiek Congo, Rwanda en Oeganda via de geijkte diplomatieke kanalen.

Notre pays ne peut contribuer à la paix durable dans la région des Grands Lacs que si, d'une part, l'analyse factuelle susvisée et énoncée dans l'accord-cadre d'Addis-Abeba est prise en compte, et, d'autre part, s'il y est donné suite. Les dispositions de l'accord-cadre doivent être directement défendues auprès du gouvernement de la République démocratique du Congo, d'une part, et du Rwanda et de l'Ouganda, d'autre part.

Si ces engagements restent sans suite, le gouvernement fédéral doit, à notre estime, également prendre des mesures appropriées, soit de manière bilatérale, soit par la voie européenne, comme la suspension (temporaire) de la coopération directe. Un accord de coopération de quatre ans a ainsi été conclu avec la RDC pour la période 2008-2013, pour une valeur de 400 millions d'euros. L'accord de coopération avec le Rwanda représente un montant de 160 millions d'euros pour la période 2011-2014 et pour l'Ouganda, il s'agit d'un montant de 64 millions d'euros au cours de la période 2009-2012. Ces trois pays réunis sont les principaux partenaires de la coopération belge au développement.

La présente résolution n'a cependant pas pour objectif de désigner des coupables, mais bien de présenter un projet d'avenir qui puisse être porté par notre diplomatie. Il est crucial que la RDC s'attelle à la construction de l'État de droit, à la construction d'un dispositif de sécurité (sans à nouveau acheter des rebelles, comme c'est actuellement le cas), à la décentralisation administrative, conformément à sa propre Constitution de 2006, et à la construction de la démocratie. L'absence d'élections locales et provinciales en RDC ne constitue en tout cas pas un signe encourageant.

La recrudescence de la violence dans l'Est du Congo, quelques semaines à peine après la signature de l'accord-cadre, témoigne également de l'urgence qu'il y a à s'atteler à la construction de l'État en RDC: un État capable de garantir la sécurité et le développement de ses citoyens. Nous espérons que le gouvernement fédéral entretient d'étroits contacts à ce sujet avec l'émissaire des Nations unies récemment désignée, Mary Robinson, chargée du suivi de l'accord.

Nous demandons par ailleurs que le gouvernement fédéral rédige une note stratégique claire pour la région des Grands Lacs, précisant la politique bilatérale et européenne à moyen et long terme suivie par notre pays à l'égard de ces pays d'Afrique centrale. Cette note doit être rédigée en concertation avec le parlement fédéral, la société civile et le Service européen d'Action extérieure.

Ons land kan alleen bijdragen aan duurzame vrede in de regio van de Grote Meren indien de bovenstaande feitelijke analyse, vervat in het kaderakkoord van Addis Abeba, niet alleen onder ogen wordt gezien, maar er ook gevolg aan wordt gegeven. De bepalingen van het kaderakkoord moeten direct worden bepleit bij de regering van de Democratische Republiek Congo enerzijds en bij Rwanda en Oeganda anderzijds.

Indien er geen gevolg wordt gegeven aan deze engagementen, zo bepleiten de indianers, moet de federale regering, hetzij bilateraal, hetzij langs Europese weg, ook gepaste maatregelen nemen, zoals het (tijdelijk) opschorten van de directe samenwerking. Zo werd met de DRC een vierjarig samenwerkingsakkoord gesloten voor de periode 2009-2013 ter waarde van 400 miljoen euro. Het samenwerkingsakkoord met Rwanda bedraagt 160 miljoen euro voor de periode 2011-2014 en met Oeganda voor 64 miljoen euro tijdens de periode 2009-2012. Deze drie landen samen zijn de belangrijkste partners van de Belgische ontwikkelingssamenwerking.

Toch is de opzet van deze resolutie niet het aanwijzen van schuldigen, maar wel het bieden van een toekomstproject waar onze diplomatie zich achter kan scharen. Het is van cruciaal belang dat de DRC werk maakt van de opbouw van de rechtsstaat, van de opbouw van een veiligheidsapparaat (en niet opnieuw door het afkopen van rebellen, zoals momenteel het geval is), van een bestuurlijke en administratieve decentralisering, in overeenstemming met de eigen grondwet uit 2006 en van de opbouw van de democratie. Het uitblijven van lokale en provinciale verkiezingen in de DRC is alvast geen bemoedigend signaal.

Ook het heropflakkerend geweld in Oost-Congo, slechts enkele weken na de ondertekening van het kaderakkoord, is een signaal dat er dringend werk moet worden gemaakt van de opbouw van de staat in de DRC: een staat die veiligheid en ontwikkeling aan zijn burgers kan garanderen. De indianers hopen dat de federale regering hiervoor nauw contact onderhoudt met de recent aangestelde VN-gezant, Mary Robinson, die het akkoord moet opvolgen.

Daarnaast vragen de indianers ook dat de federale regering werk maakt van een duidelijke strategische nota voor de regio van de Grote Meren, waarin het bilateraal en Europees middellange- en langetermijnbeleid van ons land ten aanzien van deze Centraal-Afrikaanse landen wordt verduidelijkt. Deze nota moet worden opgesteld in overleg met het federale parlement, met het middenveld en met de Europese Dienst voor Extern Optreden.

Nous déposons la présente proposition de résolution à la date symbolique du 23 mars 2013, quatre ans jour pour jour après la signature de l'accord de paix du 23 mars 2009 et un an après la recrudescence de la violence dans l'Est du Congo.

De ondertekenaars dienen deze resolutie in op de symbolische datum van 23 maart 2013, exact vier jaar na de ondertekening van het vredesakkoord van 23 maart 2009 en één jaar na de heropflakking van het geweld in Oost-Congo.

Peter LUYKX (N-VA)
Ingeborg De MEULEMEESTER (N-VA)
Daphné DUMERY (N-VA)
Els DEMOL (N-VA)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, conclu le 24 février 2013 à Addis-Abeba;

B. vu les engagements spécifiques, contenus dans l'accord-cadre d'Addis-Abeba, que doit remplir le gouvernement de la République démocratique du Congo:

i) développer et réformer le secteur de la sécurité, en particulier en ce qui concerne l'armée et la police;

ii) consolider la présence de l'État, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo, en vue d'empêcher des groupes armés de déstabiliser les pays voisins;

iii) effectuer des progrès en ce qui concerne la décentralisation;

iv) promouvoir le développement économique, surtout en ce qui concerne le soutien aux travaux d'infrastructure et la fourniture de services sociaux;

v) promouvoir la réforme structurelle des institutions de l'État, y compris la réforme des finances publiques;

vi) promouvoir les objectifs de réconciliation nationale, de tolérance, et de démocratisation;

C. vu les engagements spécifiques, contenus dans l'accord-cadre d'Addis-Abeba, que doit remplir les pays de la région:

i) ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des États voisins;

ii) ne pas tolérer, ni fournir une assistance à des groupes armés sur leur territoire;

iii) respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États voisins;

iv) renforcer la coopération régionale, y compris l'intégration économique, avec une attention particulière accordée à la question de l'exploitation des ressources naturelles;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het Kaderakkoord voor de vrede, de veiligheid en de samenwerking voor de Democratische Republiek Congo en de Regio, dat werd gesloten op 24 februari 2013 in Addis Abeba;

B. gelet op de specifieke engagementen, vervat in het kaderakkoord van Addis Abeba, die moeten worden vervuld door de regering van de Democratische Republiek Congo:

i) de opbouw en hervorming van de veiligheidssector, in het bijzonder het leger en de politie;

ii) het consolideren van de aanwezigheid van de staat, voornamelijk in Oost-Congo, om te vermijden dat gewapende groepen de buurlanden proberen te destabiliseren;

iii) vooruitgang te boeken inzake decentralisering;

iv) economische ontwikkeling aan te moedigen, vooral wat betreft de steun aan infrastructuurwerken en sociale dienstverlening;

v) structurele hervormingen binnen overheidsinstellingen aan te moedigen, alsook hervormingen van de overheidsfinanciën;

vi) werk te maken van nationale verzoening, tolerantie en democratisering;

C. gelet op de specifieke engagementen, vervat in het kaderakkoord van Addis Abeba, die moeten worden vervuld door de landen uit de regio:

i) niet te interveniëren in de interne aangelegenheden van buurlanden;

ii) geen gewapende groeperingen toe te staan op hun grondgebied, noch er steun aan te verlenen;

iii) het respecteren van de soevereiniteit en de territoriale integriteit van de buurlanden;

iv) versterking van regionale samenwerking, inclusief economische integratie, met speciale aandacht voor de exploitatie van natuurlijke rijkdommen;

v) respecter les préoccupations et intérêts légitimes des États voisins, en particulier au sujet des questions de sécurité;

vi) ne pas héberger ni fournir une protection aux personnes accusées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou d'actes de génocide, ou aux personnes sous le régime de sanctions des Nations unies;

vii) coopérer sur le plan judiciaire dans la région;

D. vu les engagements spécifiques prévus par l'accord-cadre d'Addis-Abeba qui doivent être honorés par la communauté internationale:

i) le Conseil de sécurité des Nations Unies est saisi de l'importance d'un soutien à la stabilité à long terme de la république démocratique du Congo et de la région des Grands Lacs;

ii) un engagement renouvelé des partenaires bilatéraux à demeurer mobilisés dans leur soutien à la République démocratique du Congo et la région, y compris avec des moyens appropriés sur le long terme; et d'appuyer la mise œuvre dudit accord-cadre

iii) un engagement renouvelé à travailler à la revitalisation de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et à soutenir la mise en œuvre de son développement économique et de son intégration régionale

iv) une revue stratégique de la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) afin de renforcer son appui au gouvernement pour faire face aux enjeux d'ordre sécuritaire et favoriser l'expansion de l'autorité de l'État;

v) la nomination d'un envoyé spécial des Nations Unies pour soutenir les efforts pour trouver des solutions durables avec un plan à plusieurs volets qui permettra la convergence de toutes les initiatives en cours;

E. considérant que la République démocratique du Congo, le Rwanda et l'Ouganda sont trois des quatre principaux pays partenaires de la Coopération belge au développement

F. vu la désignation de Mme Mary Robinson, le 18 mars 2013, comme envoyée spéciale des Nations unies chargée du suivi dudit accord-cadre;

v) het respecteren van legitieme zorgen en belangen van buurlanden, specifiek inzake veiligheidskwesties;

vi) de weigering om personen beschuldigd van oorlogsmisdaden, misdaden tegen de menselijkheid of genocide, of personen die vallen onder sancties van de Verenigde Naties, op te vangen of te beschermen;

vii) op juridisch vlak samen te werken in de regio;

D. gelet op de specifieke engagementen, vervat in het kaderakkoord van Addis Abeba, die moeten worden vervuld door de internationale gemeenschap:

i) de VN-Veiligheidsraad vergewist zich van het belang van het steunen van stabiliteit op lange termijn in de DRC en de regio van de Grote Meren;

ii) een hernieuwd engagement van bilaterale partners om de DRC en de regio te blijven ondersteunen, met inbegrip van de nodige middelen op langere termijn; en om de implementatie van dit kaderverdrag te ondersteunen;

iii) een hernieuwd engagement om de *Communauté économique des pays des Grand Lacs* nieuw leven in te blazen, en om de implementatie van economische ontwikkeling en regionale integratie te ondersteunen;

iv) een strategische herziening van de *Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo* (MONUSCO) met als doel de regering te ondersteunen om de uitdagingen inzake veiligheid tegemoet te komen en de staatsautoriteit uit te breiden;

v) de aanduiding van een speciale gezant van de Verenigde Naties om inspanningen te ondersteunen aangaande duurzame oplossingen, waaronder een *Multi-track plan* waarmee alle lopende initiatieven kunnen worden gebundeld;

E. gelet op het feit dat de Democratische Republiek Congo, Rwanda en Oeganda drie van de vier belangrijkste partnerlanden zijn van de Belgische ontwikkelingssamenwerking;

F. gelet op de aanstelling van Mary Robinson, op 18 maart 2013, als speciale gezant van de Verenigde Naties om het kaderakkoord op te volgen;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de reconnaître explicitement les engagements précités, pris par la République démocratique du Congo dans l'accord-cadre d'Addis-Abeba, comme étant des conditions nécessaires à l'instauration d'une paix durable dans la région des Grands Lacs, et d'en informer le gouvernement de la RDC par les voies diplomatiques habituelles;

2. de reconnaître explicitement les engagements précités, pris par les pays situés dans la région, en particulier le Rwanda et l'Ouganda, comme étant des conditions nécessaires à l'instauration d'une paix durable dans la région des Grands Lacs, et d'en informer les gouvernements rwandais et ougandais par les voies diplomatiques habituelles;

3. de contrôler et d'évaluer, en collaboration avec l'Union européenne et l'envoyé spécial des Nations unies, les engagements précités de la République démocratique du Congo et, en cas de progrès insuffisants, de prendre les mesures appropriées dans la politique bilatérale et multilatérale menée à l'égard du gouvernement de la République démocratique du Congo, ce qui inclut notamment la suspension (temporaire) de la coopération directe;

4. de contrôler et d'évaluer, en collaboration avec l'Union européenne et l'envoyé spécial des Nations unies, les engagements précités des pays situés dans la région, en particulier le Rwanda et l'Ouganda, et, en cas de progrès insuffisants, de prendre les mesures appropriées dans la politique bilatérale et multilatérale menée à l'égard de ces pays, ce qui inclut notamment la suspension (temporaire) de la coopération directe;

5. d'informer le parlement fédéral des progrès enregistrés en matière de respect des engagements fixés dans l'accord-cadre en ce qui concerne la République démocratique du Congo, les pays de la région des Grands Lacs, en particulier le Rwanda et l'Ouganda, et la communauté internationale;

6. de rédiger en concertation avec le parlement fédéral et la société civile une note stratégique définissant explicitement la politique diplomatique fédérale à mener à moyen et à long terme à l'égard de la région des Grands Lacs.

23 mars 2013

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. bovenstaande engagementen van de Democratische Republiek Congo uit het kaderakkoord van Addis Abeba expliciet te erkennen als noodzakelijke voorwaarden voor het streven naar een duurzame vrede in de regio van de Grote Meren, en dit over te maken via de gekijkte diplomatieke kanalen aan de regering van de DRC;

2. bovenstaande engagementen van de landen in de regio, in het bijzonder Rwanda en Oeganda, expliciet te erkennen als noodzakelijke voorwaarden voor het streven naar een duurzame vrede in de regio van de Grote Meren, en dit over te maken via de gekijkte diplomatieke kanalen aan de regeringen van Rwanda en Oeganda.

3. bovenstaande engagementen van de Democratische Republiek Congo te controleren en te evalueren, in samenwerking met de Europese Unie en de speciale gezant van de Verenigde Naties, en bij onvoldoende vooruitgang, gepaste acties te ondernemen in het bilateraal en multilateraal beleid ten aanzien van de regering van de Democratische Republiek Congo, waaronder het (tijdelijk) opschorten van de directe samenwerking;

4. bovenstaande engagementen van de landen in de regio, en in het bijzonder Rwanda en Oeganda, te controleren en te evalueren, in samenwerking met de Europese Unie en de speciale gezant van de Verenigde Naties, en bij onvoldoende vooruitgang, gepaste acties te ondernemen in het bilateraal en multilateraal beleid ten aanzien van deze landen, waaronder het (tijdelijk) opschorten van de directe samenwerking;

5. het federaal parlement op de hoogte te houden van de vooruitgang geboekt in het naleven van de engagementen bepaald in het kaderakkoord, voor wat betreft de Democratische Republiek Congo, de landen van de regio van de Grote Meren, met in het bijzonder Rwanda en Oeganda, en de internationale gemeenschap;

6. in overleg met het federaal parlement en het middenveld, een strategische nota op te stellen waarin het federale diplomatieke beleid voor de regio van de Grote Meren op middellange en lange termijn nadrukkelijk vorm wordt gegeven.

23 maart 2013

Peter LUYKX (N-VA)
Ingeborg De MEULEMEESTER (N-VA)
Daphné DUMERY (N-VA)
Els DEMOL (N-VA)